



PAGE 5: COORDONNÉES

Q1: Pays ou territoire douanier

GABON

Q2: Coordonnées

Nom

Vierin Georges IBOUDAH

Titre

Directeur Général du Commerce

Ministère

Ministère de la Promotion des Investissements Privés, du Commerce, du tourisme et de l'Industrie

Adresse électronique

vieringeorges@gmail.com;
itsana54@hotmail.com;
abdoulmaj2003@yahoo.fr

PAGE 7: SECTION 1 : PRIORITÉS DE VOTRE GOUVERNEMENT EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q3: Votre stratégie de développement nationale comporte-t-elle des priorités commerciales (c'est-à-dire des priorités en matière d'Aide pour le commerce)?

Oui

PAGE 8: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q4: Dans l'affirmative, veuillez indiquer vos priorités en matière d'Aide pour le commerce: Les domaines prioritaires les plus courants groupés par grande catégorie d'Aide pour le commerce sont indiqués ci-après. Veuillez classer par ordre d'importance les 5 principaux domaines prioritaires parmi ceux énumérés. (La colonne 1 correspondant au domaine le plus important).

Facilitation des échanges	1
Infrastructure transfrontières de réseau et/ou de transport	3
Diversification des exportations	2
Développement des services	4
Industrialisation	5
Veuillez indiquer une référence ou un lien pour le(s) document(s) sur lequel (lesquels) s'appuie votre réponse.	Plan Stratégique Gabon Emergent Etude sur la compétitivité et la diversification des exportations du Gabon, Banque Mondiale, Etude sur la diversification de l'économie gabonaise, Banque Africaine de Développement

PAGE 9: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q5: Vos priorités en matière d'Aide pour le commerce ont-elles changé depuis 2014? Non

PAGE 10: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q6: Dans l'affirmative, veuillez indiquer les trois principales causes de ces changements. (Vous pouvez choisir jusqu'à trois options) *Respondent skipped this question*

Q7: Ces changements ont-ils été pris en compte dans votre dialogue avec les partenaires de développement? *Respondent skipped this question*

PAGE 11: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q8: Selon vous, l'Aide pour le commerce peut-elle contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030? Oui

PAGE 12: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q9: Dans l'affirmative, veuillez indiquer les Objectifs de développement durable (ODD) que l'Aide pour le commerce peut, selon vous, contribuer à réaliser. Objectifs de développement durable:

1. Pas de pauvreté, 2. Faim "zéro",
3. Bonne santé et bien-être, 4. Éducation de qualité,
6. Eau propre et assainissement,
7. Énergie propre et d'un coût abordable,
8. Travail décent et croissance économique,
9. Industrie, innovation et infrastructure,
10. Inégalités réduites,
12. Consommation et production responsables,
13. Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques
- ,
17. Partenariats pour la réalisation des objectifs

PAGE 13: SECTION 1: PRIORITÉS EN MATIÈRE D'AIDE POUR LE COMMERCE

Q10: Selon vous, l'Aide pour le commerce peut-elle contribuer à l'autonomisation économique des femmes?

Oui,
Renseignements complémentaires sur la manière dont l'Aide pour le commerce peut contribuer à l'autonomisation économique des femmes. Soutiens spécifiques aux activités génératrices de revenus destinés aux femmes; Assistance technique pour les coopératives évoluant dans les domaines de l'agriculture, l'artisanat, etc.

Q11: Avez vous participé à l'évaluation du soutien que vous recevez au titre de l'Aide pour le commerce?

Oui,
Renseignements complémentaires sur votre participation à l'évaluation du soutien apporté au titre de l'Aide pour le commerce. (Veuillez fournir des renseignements sur les conclusions de l'évaluation et/ou un lien hypertexte vers le document d'évaluation.)
Mise en oeuvre du programme TradeCom I dont l'Afrique centrale, en général et le Gabon en particulier avait bénéficié. Ce programme avait davantage mis l'accent sur les renforcement des capacités et le soutien à la participation du Gabon aux négociations commerciales internationales. Les conclusions de cette évaluation font ressortir globalement des résultats satisfaisants. C'est ce qui a conduit d'ailleurs à la mise en place du programme TradeCom II.

PAGE 15: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q12: La facilitation des échanges est-elle une priorité dans votre politique de développement nationale ou régionale?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Oui, dans la politique de développement nationale avec une conception plus large de la facilitation des échanges (par exemple facilitation des échanges et des transports)

PAGE 16: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q13: Dans l'affirmative, dans quel(s) document(s) d'orientation la facilitation des échanges est elle considérée comme une priorité:(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Stratégie de développement nationale ,
 Stratégie commerciale nationale ,
 Stratégie(s) sectorielle(s) nationale(s),
 Stratégie nationale de développement des infrastructures
 ,
 Accord(s) commercial (commerciaux) régional (régionaux)
 ,
 Stratégie de développement régionale,
 Stratégie régionale relative aux corridors de transport
 ,
 Stratégie régionale de développement des infrastructures
 ,
 Renseignements complémentaires sur le(s) document(s) d'orientation dans lesquels la facilitation des échanges est considérée comme une priorité.
 Plan Stratégique Gabon Emergent

PAGE 17: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q14: Dans la négative, votre gouvernement envisage t il d'intégrer la facilitation des échanges en tant que priorité dans un ou plusieurs futur(s) document(s) de planification?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Respondent skipped this question

PAGE 18: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q15: Veuillez indiquer l'état d'avancement des travaux relatifs à la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges.(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Instrument d'acceptation du Protocole d'amendement ("ratification de l'Accord sur la facilitation des échanges") mais pas encore déposé

Q16: Envisagez vous d'utiliser les flexibilités prévues à la section II de l'AFE?

Oui

PAGE 19: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q17: Dans l'affirmative, veuillez préciser en cochant la ou les case(s) correspondante(s) ci-dessous. (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Engagements de la catégorie A déposés,

Engagements de la catégorie B en cours d'élaboration

,

Engagements de la catégorie C en cours d'élaboration

PAGE 20: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q18: Pour la mise en œuvre de quelles disciplines de l'Accord sur la facilitation des échanges souhaitez-vous obtenir un soutien au titre de l'Aide pour le commerce? (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Article premier: Publication et disponibilité des renseignements

,

Article 2: Possibilité de présenter des observations, renseignements avant l'entrée en vigueur et consultations

,

Article 3: Décisions anticipées,

Article 5: Autres mesures visant à renforcer l'impartialité, la non discrimination et la transparence

,

Article 6: Disciplines concernant les redevances et impositions imposées à l'importation et à l'exportation ou à l'occasion de l'importation et de l'exportation, et les pénalités

,

Article 7: Mainlevée et dédouanement des marchandises

,

Article 8: Coopération entre les organismes présents aux frontières

,

Article 10: Formalités se rapportant à l'importation, à l'exportation et au transit

,

Article 11: Liberté de transit,

Renseignements complémentaires sur les disciplines de l'AFE pour la mise en œuvre desquelles vous souhaitez obtenir un soutien au titre de l'Aide pour le commerce, et en particulier sur les mesures spécifiques se rapportant à des articles de l'Accord (par exemple guichet unique, opérateurs agréés, etc.)

Points d'information Consultations Décisions anticipées Notification de contrôle ou d'inspection renforcée Rétention Disciplines générales concernant les redevances et impositions imposées à l'importation et à l'exportation ou à l'occasion de l'importation et de l'exportation Disciplines spécifiques concernant les redevances et impositions imposées à l'importation et à l'exportation ou à l'occasion de l'importation et de l'exportation Paiement par voie électronique Gestion des risques Contrôle après dédouanement Etablissement et publication des temps moyens nécessaires à la mainlevée Mesures de facilitation des échanges pour les opérateurs agréés Coopération entre les organismes présents aux frontières Formalités et prescriptions en matière de documents requis Acceptation de copies Utilisation des normes internationales Guichet unique Procédures à la frontière et prescriptions en matière d'uniformité des documents requis commune Liberté de transit

PAGE 21: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q19: Are you engaged in a dialogue with development partners on your Trade Facilitation Agreement implementation needs? Oui

PAGE 22: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q20: Dans l'affirmative, veuillez préciser avec quel(s) partenaire(s) de développement vous êtes en train d'examiner la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges. Institutions de l'UE,
Banque africaine de développement,
Groupe de la Banque mondiale

PAGE 23: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q21: Dans la négative, quelles difficultés rencontrez-vous, le cas échéant, pour obtenir un soutien au titre de l'Aide pour le commerce pour la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges? (Vous pouvez cocher plusieurs cases) *Respondent skipped this question*

PAGE 24: SECTION 2: ACCORD SUR LA FACILITATION DES ÉCHANGES

Q22: Y-a t-il un projet ou un programme de facilitation des échanges au titre de l'Aide pour le commerce qui vous aimeriez présenter comme exemple de meilleure pratique? *Respondent skipped this question*

PAGE 26: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q23: Votre gouvernement a-t-il une stratégie nationale pour le commerce électronique? Non

PAGE 27: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q24: Dans l'affirmative, veuillez indiquer de quel type de stratégie il s'agit:(Vous pouvez cocher plusieurs cases) *Respondent skipped this question*

Q25: Dans l'affirmative, cette stratégie nationale est elle reflétée dans votre stratégie de développement nationale?(Vous pouvez cocher plusieurs cases) *Respondent skipped this question*

PAGE 28: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q26: Dans la négative, votre gouvernement envisage-t-il de développer ou de mettre à jour votre stratégie de développement nationale, de manière à inclure les priorités relatives au commerce électronique?

Oui

Q27: Dans la négative, envisagez-vous d'élaborer une stratégie relative au commerce électronique distincte?

Respondent skipped this question

PAGE 29: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q28: Avez-vous un ou plusieurs mécanisme(s) pour coordonner votre stratégie nationale en matière de commerce électronique (ou une autre stratégie relative au numérique) dans l'ensemble de l'administration de votre pays?

Coordination assurée par le ministère responsable des TIC

Renseignements complémentaires sur le(s) mécanisme(s) utilisé(s) pour coordonner votre stratégie nationale en matière de commerce électronique (ou une autre stratégie relative au numérique) dans l'ensemble de l'administration de votre pays.

Ministère en charge de l'Economie Numérique;
Agence de Régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP)

Q29: Votre stratégie nationale relative au commerce électronique englobe-t-elle les questions liées aux échanges de marchandises et/ou de services effectués dans le cadre de ce type de commerce?

Oui

PAGE 30: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q30: Dans l'affirmative, veuillez indiquer quelles questions sont incluses dans votre stratégie nationale. (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Accès aux plates formes en ligne ,

Transactions entre entreprises et consommateurs ,

Questions de paiement, Infrastructure ,

Automatisation des procédures douanières

PAGE 31: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q31: Pour les EXPORTATIONS, Quelles difficultés vos micro, petites et moyennes entreprises (MPME) rencontrent elles en ce qui concerne les opérations commerciales transfrontières par voie électronique? (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Ne sait pas

Q32: Pour les IMPORTATIONS, quelles difficultés vos micro, petites et moyennes entreprises (MPME) rencontrent elles en ce qui concerne les opérations commerciales transfrontières par voie électronique? (You may tick more than 1 box)

Ne sait pas

PAGE 32: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q33: Veuillez estimer le pourcentage de marchandises et de services que votre pays exporte et importe au niveau international au moyen du commerce électronique/par voie numérique et la croissance des importations et exportations effectuées via le commerce électronique/par voie numérique au cours des trois dernières années.

% de marchandises exportées au moyen du commerce électronique	No data available
% de services exportés au moyen du commerce électronique	No data available
% de marchandises échangées au moyen d'envois accélérés	No data available
Croissance des importations effectuées au moyen du commerce électronique au cours des 3 dernières années	No data available
Croissance des exportations effectuées au moyen du commerce électronique au cours des 3 dernières années	No data available
Croissance des envois accélérés	No data available
Estimation impossible	No data available
Absence de données	No data available

PAGE 33: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q34: Pour les EXPORTATIONS, quelles difficultés l'achat en ligne de marchandises (commerce électronique) présente t il pour vos autorités douanières et autres autorités de gestion des frontières?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Ne sait pas

Q35: Pour les IMPORTATIONS, quelles difficultés l'achat en ligne de marchandises (commerce électronique) présente t il pour vos autorités douanières et autres autorités de gestion des frontières?Vous pouvez cocher plusieurs cases

Ne sait pas

PAGE 34: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q36: Veuillez indiquer comment les consommateurs et les entreprises se connectent à Internet.

Large bande fixe	11-20%
Wifi	41-50%
Téléphone mobile	91% or above
Modem commuté	11-20%

Q37: Veuillez indiquer les principaux problèmes que les entreprises et les consommateurs de votre pays rencontrent pour accéder aux services d'Internet et les utiliser.(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Législation relative à la cybercriminalité,
 Signatures électroniques,
 Droits des consommateurs,
 Enregistrement des droits de propriété intellectuelle et politiques visant à faire respecter ces droits
 ,
 Fraude en ligne,
 Services d'externalisation des activités,
 Coût de l'abonnement à la téléphonie mobile,
 Coût de l'abonnement pour une connexion à haut débit
 ,
 Lenteur de la connexion à Internet

Q38: Des solutions de paiement électronique sont elles disponibles dans votre pays?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Yes, banque en ligne,
 Yes, services mobiles de transfert d'argent ,
 Yes, carte de crédit ou de débit

PAGE 35: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE**Q39: Dans l'affirmative, veuillez estimer le pourcentage de transactions payées par voie électronique dans votre pays (au moyen des services de banque en ligne, des services mobiles de transfert d'argent ou de l'administration publique en ligne).**

31-40%

PAGE 36: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE**Q40: Dans la négative, veuillez indiquer ce qui empêche l'utilisation des services de banque en ligne, des services mobiles de transfert d'argent ou de l'administration publique en ligne.(Vous pouvez cocher plusieurs cases)**

Respondent skipped this question

PAGE 37: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q41: Dans votre pays, les consommateurs utilisent-ils les téléphones mobiles pour les envois ou les transferts de fonds?

Oui, seulement pour les envois et transferts de fonds nationaux

PAGE 38: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q42: Veuillez indiquer quels services d'administration publique en ligne sont disponibles dans votre pays. (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Téléchargement de formulaires (de demande et autres)

,

Envoi de formulaires (de demande et autres) par voie électronique

PAGE 39: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q43: Y a-t-il des programmes sur les technologies de l'information et de la communication à l'intention des étudiants, des travailleurs et des micro, petites et moyennes entreprises (MPME)?

Oui,

Renseignements complémentaires sur la question de savoir si des programmes sur les TIC sont proposés aux étudiants, employés et MPME.

Le programme dénommé " un jeune = un métier "
"Train my generation" de l'UNESCO

Q44: Y a-t-il un projet ou un programme d'aide au commerce électronique que vous aimeriez présenter comme exemple de meilleure pratique?

Non

PAGE 40: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q45: Prévoyez vous un besoin d'assistance dans le futur pour atteindre vos objectifs stratégiques en matière de commerce électronique?

Oui

PAGE 41: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q46: Dans l'affirmative, veuillez indiquer avec qui vous aimeriez collaborer pour obtenir ce soutien.(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Donateurs bilatéraux,

Donateurs multilatéraux et régionaux ,

Partenaires Sud Sud,

Renseignements complémentaires sur les acteurs avec lesquels vous aimeriez collaborer pour obtenir une assistance dans l'avenir afin d'atteindre vos objectifs stratégiques en matière de commerce électronique:

La Banque Mondiale est dans une phase d'élaboration d'un programme d'appui budgétaire au profit du Gabon. Ce programme prévoit entre autre un appui dans le cadre des réformes à mener pour améliorer le climat des affaires au Gabon. C'est dans ce cadre qu'est prévu la mise en place du Guichet unique multi-modal.

PAGE 42: SECTION 3: COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Q47: Selon vous, le développement du commerce électronique peut il contribuer à l'autonomisation économique des femmes?

Oui,

Renseignements complémentaires sur la question de savoir si le développement du commerce électronique peut contribuer à l'autonomisation économique des femmes.
faciliter d'exercer le commerce à travers les réseaux sociaux;

PAGE 44: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES ET INVESTISSEMENT

Q48: Votre stratégie de développement nationale comporte t elle des priorités liées au développement des infrastructures commerciales?

Oui

PAGE 45: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES ET INVESTISSEMENT

Q49: Dans l'affirmative, veuillez indiquer quels secteurs constituent des priorités dans votre stratégie de développement nationale pour ce qui est des infrastructures commerciales. (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT ,

Infrastructure de transport maritime ,

Infrastructure de transport par les voies navigables intérieures

,

Infrastructure de transport aérien ,

Infrastructure de transport ferroviaire ,

Infrastructure de transport routier ,

Infrastructure de transport maritime ,

Infrastructure auxiliaire de tous les modes de transport: manutention des marchandises, entreposage et/ou magasin

,

INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION ,

Infrastructure de télécommunication ,

Infrastructure du réseau câblé ,

INFRASTRUCTURES LIÉES À L'ÉNERGIE ,

Infrastructure de distribution d'énergie ,

Infrastructure de transport d'énergie (conduites pour le transport du pétrole, du gaz naturel, etc.)

,

Renseignements complémentaires sur les secteurs de services qui sont prioritaires dans votre stratégie de développement nationale:

Plan Stratégique Gabon Emergent. Politique sectorielle du Transport

PAGE 46: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES ET INVESTISSEMENT

Q50: Votre stratégie de développement nationale établit-elle un lien entre l'infrastructure commerciale et le développement des secteurs de services connexes?

Oui

PAGE 47: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q51: Dans l'affirmative, veuillez indiquer quels secteurs de services sont considérés comme prioritaires dans votre stratégie de développement nationale. (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES PROFESSIONNELS,
SERVICES INFORMATIQUES ET SERVICES CONNEXES (par exemple services en matière d'installation des matériels informatiques, services de traitement de données et services de bases de données)
,
SERVICES DE RECHERCHE DÉVELOPPEMENT,
AUTRES SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES
,
Services de publicité,
Services d'études de marché et de sondage,
Services de télécommunication,
SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES
,
SERVICES D'ÉDUCATION,
SERVICES ENVIRONNEMENTAUX,
SERVICES FINANCIERS,
Services d'assurance et services connexes ,
Services bancaires et autres services financiers (sauf les services d'assurance)
,
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX ,
SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES
,
Services d'hôtellerie et de restauration (y compris les services de traiteur)
,
SERVICES RÉCRÉATIFS, CULTURELS ET SPORTIFS (autres que les services audiovisuels)
,
SERVICES DE TRANSPORT (transport de voyageurs et de marchandises)

Q52: Votre stratégie de développement nationale (ou d'autres documents relatifs à votre politique économique nationale) établit-elle un lien entre la croissance de la capacité et du commerce dans le secteur des services et la croissance de la capacité et des exportations dans le secteur industriel?

Oui

PAGE 49: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q53: Dans l'affirmative, veuillez indiquer les secteurs de services susceptibles de contribuer à la croissance de la capacité industrielle et du secteur manufacturier. (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES PROFESSIONNELS,
 SERVICES INFORMATIQUES ET SERVICES CONNEXES (par exemple services en matière d'installation des matériels informatiques, services de traitement de données et services de bases de données)
 ,
 SERVICES DE RECHERCHE DÉVELOPPEMENT ,
 Services d'essais et d'analyses techniques ,
 Services annexes à la pêche ,
 Services annexes aux industries extractives ,
 Services annexes aux industries manufacturières ,
 Services annexes à la distribution d'énergie ,
 SERVICES DE COMMUNICATION ,
 SERVICES DE DISTRIBUTION (y compris les services de commerce de gros et de détail)
 ,
 SERVICES D'ÉDUCATION ,
 SERVICES ENVIRONNEMENTAUX ,
 SERVICES FINANCIERS ,
 SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX ,
 SERVICES DE TRANSPORT (transport de voyageurs et de marchandises)
 ,
 Services de transport maritime ,
 Services de transport aérien ,
 Services de transports ferroviaires ,
 Services de transports routiers

PAGE 50: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q54: Quels sont les secteurs de services dont la croissance est la plus rapide dans votre pays?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES PROFESSIONNELS,

Services juridiques,

Services comptables, d'audit et de tenue de livres,

SERVICES INFORMATIQUES ET SERVICES CONNEXES (par exemple services en matière d'installation des matériels informatiques, services de traitement de données et services de bases de données)

,

SERVICES DE COMMUNICATION,

SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES

,

SERVICES DE DISTRIBUTION (y compris les services de commerce de gros et de détail)

,

SERVICES D'ÉDUCATION,

SERVICES FINANCIERS,

Services d'assurance et services connexes ,

Services bancaires et autres services financiers (sauf les services d'assurance)

,

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX,

Services hospitaliers,

SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES

,

SERVICES RÉCRÉATIFS, CULTURELS ET SPORTIFS (autres que les services audiovisuels)

,

SERVICES DE TRANSPORT (transport de voyageurs et de marchandises)

Q55: Quels sont les principaux facteurs qui entravent la croissance de votre "capacité nationale de fournir des services?Facteurs qui entravent la croissance :(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Absence de cadre politique national concernant les services
,
Accès au financement,
Concurrence des fournisseurs du secteur informel,
Coût des services rendus,
Éducation et formation professionnelle,
Contraintes budgétaires des organisations professionnelles nationales
,
Manque de reconnaissance des qualifications professionnelles au niveau international
,
Faible niveau d'investissement national,
Faible niveau d'investissement étranger direct,
Monopoles nationaux, Qualité des services fournis

Q56: Quels sont les principaux facteurs qui entravent la croissance du "commerce de vos services?Facteurs qui entravent la croissance :(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

Absence de cadre politique national concernant les services
,
Accès au financement,
Concurrence des fournisseurs du secteur informel,
Coût des services rendus,
Éducation et formation professionnelle,
Contraintes budgétaires des organisations professionnelles nationales
,
Manque de reconnaissance des qualifications professionnelles au niveau international
,
Faible niveau d'investissement national,
Faible niveau d'investissement étranger direct,
Monopoles nationaux,
Infrastructures de transport inadaptées (transport maritime, aérien, ferroviaire, routier et par les voies navigables intérieures)
,
Qualité des services fournis

Q57: Quels seront, selon vous, les secteurs de services qui soutiendront la mise en œuvre de l'Accord sur la facilitation des échanges et contribueront à concrétiser les avantages économiques qui y sont associés?(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES PROFESSIONNELS,
SERVICES INFORMATIQUES ET SERVICES CONNEXES (par exemple services en matière d'installation des matériels informatiques, services de traitement de données et services de bases de données)
,
SERVICES DE COMMUNICATION,
SERVICES DE DISTRIBUTION (y compris les services de commerce de gros et de détail)
,
SERVICES FINANCIERS,
Services d'assurance et services connexes ,
Services bancaires et autres services financiers (sauf les services d'assurance)
,
SERVICES DE TRANSPORT (transport de voyageurs et de marchandises)
,
Services de transport maritime,
Services de transport par les voies navigables intérieures
,
Services de transport aérien,
Services de transports ferroviaires,
Services de transports routiers,
Services auxiliaires de tous les modes de transport (services de manutention des marchandises, services d'entrepôt et/ou de magasin, services des agences de transport de marchandises, etc.)

PAGE 53: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q58: Y a-t-il un projet ou un programme que vous aimeriez présenter comme exemple de meilleure pratique?

Non

PAGE 54: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q59: Votre stratégie de développement nationale inclut-elle des mesures visant à améliorer le climat de l'investissement?

Oui

PAGE 55: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

**Q60: Dans l'affirmative, quelles sont ces mesures?
(Vous pouvez cocher plusieurs cases)**

Actualisation de la politique, de la réglementation
et/ou de la stratégie en matière d'investissement

,

Réforme d'une autorité chargée de l'investissement,
d'un organisme de promotion de l'investissement
et/ou d'une agence de développement de
l'investissement déjà en place

,

Formation des fonctionnaires,

Réduction du risque pour les investisseurs,

Renseignements complémentaires sur les mesures
destinées à améliorer le climat d'investissement qui
sont prévues dans votre stratégie nationale de
développement:

la charte des investissements le décret mettant en
place l'ANPI

PAGE 56: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q61: Quelles mesures avez vous prises au cours des cinq dernières années pour améliorer le climat de l'investissement? (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

- Actualisation de la politique, de la réglementation et/ou de la stratégie en matière d'investissement
- ,
- Accent mis sur la mise en œuvre et le respect de la politique d'investissement
- ,
- Intégration de la politique d'investissement dans la stratégie de développement globale
- ,
- Réforme d'une autorité chargée de l'investissement, d'un organisme de promotion de l'investissement et/ou d'une agence de développement de l'investissement déjà en place
- ,
- Formation des fonctionnaires,
- Facilitation de l'entrée et des opérations des investisseurs étrangers
- ,
- Signature d'accords d'investissement axés sur le traitement et la protection des investisseurs/investissements
- ,
- Signature d'accords d'investissement axés sur la promotion et la facilitation de l'investissement
- ,
- Réexamen de la politique fiscale

PAGE 57: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q62: Les partenaires de développement soutiennent ils les réformes visant à améliorer le climat de l'investissement? Oui

Q63: Dans l'affirmative, y a-t-il un projet ou un programme que vous aimeriez présenter comme exemple de meilleure pratique? Non

PAGE 58: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q64: La stratégie de développement nationale vise-t-elle à attirer l'investissement dans certains secteurs de services? Dans l'affirmative, veuillez indiquer les secteurs concernés(Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES PROFESSIONNELS,
,
SERVICES INFORMATIQUES ET SERVICES CONNEXES (par exemple services en matière d'installation des matériels informatiques, services de traitement de données et services de bases de données)
,
SERVICES DE RECHERCHE DÉVELOPPEMENT,
AUTRES SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES
,
SERVICES DE COMMUNICATION,
SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGÉNIERIE CONNEXES
,
SERVICES DE DISTRIBUTION (y compris les services de commerce de gros et de détail)
,
SERVICES D'ÉDUCATION,
SERVICES ENVIRONNEMENTAUX,
SERVICES FINANCIERS,
SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX,
SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES
,
SERVICES RÉCRÉATIFS, CULTURELS ET SPORTIFS (autres que les services audiovisuels)
,
SERVICES DE TRANSPORT (transport de voyageurs et de marchandises)

PAGE 59: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q65: Le développement de la capacité de fournir des services et du commerce des services peut-il contribuer à l'autonomisation économique des femmes?

Oui

PAGE 60: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q66: Dans l'affirmative, veuillez indiquer les secteurs de services particulièrement susceptibles de contribuer à l'autonomisation économique des femmes. Secteurs de services: (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

SERVICES PROFESSIONNELS,

Services de publicité,

Services annexes à l'agriculture, à la chasse et à la sylviculture

,

Services annexes aux industries manufacturières,

SERVICES DE COMMUNICATION,

SERVICES DE DISTRIBUTION (y compris les services de commerce de gros et de détail)

,

SERVICES D'ÉDUCATION,

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX,

SERVICES FINANCIERS,

SERVICES DE SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX,

SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES

,

SERVICES RÉCRÉATIFS, CULTURELS ET SPORTIFS (autres que les services audiovisuels)

,

SERVICES DE TRANSPORT (transport de voyageurs et de marchandises)

PAGE 61: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q67: Selon vous, le commerce des services peut-il contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030?

Oui

PAGE 62: SECTION 4: INFRASTRUCTURES, SERVICES, AND INVESTISSEMENT

Q68: Dans l'affirmative, veuillez indiquer les Objectifs de développement durable (ODD) que la croissance du commerce des services peut, selon vous, contribuer à réaliser. Objectifs de développement durable: (Vous pouvez cocher plusieurs cases)

1. Pas de pauvreté, 2. Faim "zéro",
3. Bonne santé et bien être, 4. Éducation de qualité,
6. Eau propre et assainissement,
7. Énergie propre et d'un coût abordable,
8. Travail décent et croissance économique,
9. Industrie, innovation et infrastructure,
10. Inégalités réduites,
12. Consommation et production responsables,
13. Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques
- ,
17. Partenariats pour la réalisation des objectifs

PAGE 63: FIN

Q69: CONSULTATION (Veuillez énumérer les autres départements ou organismes qui ont été consultés pour l'élaboration des réponses à ce questionnaire.)

Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects, Agence Nationale de Promotion des Investissements, Ministère de l'Economie Numérique, Ministère en charge du Transport.